

QUEL AVENIR POUR LES FORÊTS INTERTROPICALES ? VŒUX PIEUX ET RÉALITÉS

Cet éditorial essaye de poser de façon claire, parfois un peu brutale, quelques réflexions de fond d'un vieux forestier sur une question cruciale pour l'ensemble des pays tropicaux, et plus spécialement pour les plus pauvres. Il heurtera certainement quelques personnes, mais la franchise et l'indignation devant l'injustice sont des garants de l'amitié.

Bien évidemment, il faut faire le maximum pour sauvegarder les forêts tropicales et spécialement les forêts denses humides. Les arguments en leur faveur sont nombreux : rôle plus important que partout ailleurs en matière de climats, de sols, de diversité biologique d'écosystèmes extrêmement complexes, etc. Leur intérêt économique est loin d'être totalement exploré, le *Funtumia elastica* a cédé la place comme source de caoutchouc à l'hévéa cultivé, lui aussi originaire de la forêt dense, mais qui aurait pensé il y a 50 ans à exploiter *Prunus africana* comme source de médicaments ? On met périodiquement en avant les trésors possibles de la pharmacopée sylvestre mais, d'une part, celle-ci n'a pas suffi à protéger les populations autochtones de bien des maux qui les ont décimées et les touchent encore, d'autre part, les prouesses de la pharmacochimie la rendent rapidement obsolète. Les bois tropicaux n'ont pas dit leur dernier mot, en particulier lorsqu'ils seront plus utilisés qu'aujourd'hui dans les économies locales. C'est bien souvent lorsqu'il est tard, parfois trop tard, qu'on s'efforce de sauver une richesse en voie de disparition, mais le coût de reconstitution est infiniment plus élevé que celui de la protection...

La sauvegarde... une affaire de riches ?

Le plaidoyer en la matière est souvent affaire de riches, de nantis, donneurs de leçons : « Faites ce que je dis, ne faites pas ce que j'ai fait ! ». Et le bêtisier de ces avocats est largement rempli. On oublie que la perte de surface des forêts et la décimation des Amérindiens des Etats-Unis d'Amérique ont largement dépassé les destructions de forêts et le recul d'ethnies en Afrique. On omet de dire que l'irrigation mal conduite a stérilisé en Russie et en Inde, des surfaces à peu près équivalentes à celles résultant du déboisement. Ah ! le mythe du poumon vert de la planète que serait la forêt vierge, alors que le bilan de carbone et d'oxygène y est en équilibre ! Sans nier les progrès de la science ni ceux d'une prise de conscience mondiale, il y a une large part de spéculation intellectuelle et de vœux pieux dans tant de conférences internationales. Quelle distance entre des messieurs bien habillés émettant dans des sites hospitaliers de belles résolutions et le paysan courbé sur sa houe pour cultiver son manioc !

Est-ce faire preuve de trop de réalisme que de rappeler brièvement trois ordres de faits ?

- Au-delà des vastes fluctuations pluriséculaires entre les zones de végétation tropicale, il faut noter que, dans certaines régions, la forêt gagne du terrain sur la savane, et en gagnerait encore plus si les feux de brousse étaient limités, que les successions postdéfrichements ont souvent fourni des peuplements plus riches en essences de lumière exploitables (comme l'okoumé). Faut-il ajouter que certains Etats, s'ils sont riches en forêts,

sont trop pauvres en zones cultivées en plantes vivrières, en plantations arbustives et agroforestières ? Le Gabon, la Papouasie-Nouvelle-Guinée ne pourraient-ils supporter 100 000 ou 200 000 bons agriculteurs de plus, même si c'est au détriment d'un million d'hectares de forêt dense, si cela est bien conduit ? Les forêts denses sont, sous de multiples aspects, aujourd'hui sous-exploitées. Un « extractivisme » bien conduit et un écrémage moins sélectif de l'exploitation forestière sont possibles. Songeons aux multiples utilisations des bambous et rotins en Asie, aux besoins mal satisfaits en matière de construction et d'ameublement en Afrique tropicale même.

- Certes, il y a une certaine aide internationale, sous diverses formes, en faveur des forêts tropicales. La Banque mondiale, les organisations onusiennes (FAO, PNUD, etc.), les pays européens, de nombreuses ONG y consacrent des sommes qui peuvent paraître importantes, mais les résultats sont toujours maigres, souvent fugaces et décevants au regard du coût élevé (mais qu'est ce que cela représente par rapport aux dépenses en matière d'armement, aux fuites pétrolières, aux circuits parallèles : diamants, etc. ?).
- L'inefficacité de cette aide ne résulte-t-elle pas en partie de l'impuissance des administrations nationales ? Taraudées par de multiples maux, incapables de réaliser les objectifs qui leur sont fixés ou qu'elles s'assignent, déléguant une partie de leurs pouvoirs à des organismes – office, centre, société d'Etat – mal contrôlés, en proie à des déficits financiers croissants (malgré les remises de dettes et parfois les ressources pétrolières), elles ne s'intéressent guère au patrimoine forestier. Malgré les effectifs importants de fonctionnaires et assimilés, la gestion publique est-elle à la mesure des défis ?

Un siècle de lutte

Voilà un siècle, et parfois plus (Indonésie, par exemple), que la lutte contre la destruction des forêts tropicales est engagée. Certes, les méthodes, le plus souvent contraignantes et répressives, n'étaient peut-être pas les meilleures. Voici un peu moins d'un demi-siècle que l'opinion publique internationale se préoccupe de l'avenir de ces forêts. Le nombre de chercheurs nationaux et étrangers, dans les sciences « dures » (botanique, pédologie, sylviculture, etc.) comme dans les sciences « molles » (histoire, sociologie, etc.) a fortement crû dans ces dernières 30 années. On explore la canopée, les systèmes racinaires, les arthropodes, on sonde les attitudes et les participations des habitants des forêts, et il y a encore tant à faire ! Des progrès importants sont faits un peu partout. Sait-on qu'une essence qui a considérablement modifié l'ambiance des villages sahéliens, le neem (*Azadirachta indica*), a fait l'objet de plus de 50 brevets en Amérique et en Europe et alimente un fructueux commerce de biopesticides en Inde ? Pourtant dans quelle mesure l'exploration de Mars et la découverte de nouvelles galaxies, à un coût cent mille fois plus élevé que les dépenses en recherche agronomique et forestière tropicale, aident-elles un milliard de pauvres gens à vivre mieux dans des forêts mieux respectées ?

Mais peut-on vraiment résoudre un problème mal posé ? Les maux dont souffrent les forêts tropicales sont plus politiques qu'économiques ou sylvicoles. Il y a, à mon avis, trois voies sûres pour sauver les forêts tropicales et en tirer un meilleur parti, voies qui se combinent harmonieusement et efficacement entre elles :

- un changement radical des méthodes agricoles ;
- une éducation plus poussée des populations ;
- une élévation généralisée du niveau de vie.

Sauf dans certains pays tropicaux déjà avancés, les plantes transgéniques ne révolutionneront pas le développement agricole ; on compte en moyenne 42 agronomes par million d'actifs agricoles en Afrique subsaharienne, alors qu'il y en a 60 fois plus dans les pays développés. Plutôt que de cultiver l'illusion, ne convient-il pas de s'attacher plus aux pas du paysan, à ses outils, à ses moyens de transports, à ses efforts ? Croit-on que le Web facilitera l'instruction primaire dans des villages où manquent cruellement non seulement l'électricité, mais aussi l'eau potable courante ? Combien d'écoles où il n'y a pas de solides bancs et tables en bois, produit local, où les élèves n'ont ni livres, ni même cahiers ? Le rapport du PNUD 1997 dit qu'il y a 1,3 milliard de personnes qui vivent avec moins de l'équivalent de 1 dollar US par jour, et les pays tropicaux en fournissent la grosse majorité. Le contraste entre les palais de la ville et les cases à parois d'écorces ou au toit de paille, entre les Mercedes et la machette qui empêche le sentier de se refermer, donne-t-il quelque force au prêchi-prêcha, même si celui-ci est plein de bonnes intentions ? Le paysan qui plante les taros ou les bananiers-plantains qui nourriront demain ses enfants peut-il se soucier du jeune sapelli qu'il abat ?

Certes, les pays développés doivent poursuivre leurs efforts en faveur des forêts tropicales, mais l'essentiel ne serait-il pas que la devise « Honnêteté, solidarité, continuité » ne soit pas seulement un slogan électoral, ceci, dans de vraies démocraties ? Que sera l'avenir ? Une seule chose est certaine, c'est qu'il sera différent. Quelles sont et quelles seront les conséquences des conflits, des épidémies (VIH, Ebola, paludisme, etc.) sur les populations, sur les forêts ? Essayons au moins de ne pas trop détruire les forêts tropicales. Continuons le combat.

Joanny GUILLARD